vinetur

58 % des consommateurs français réduisent leurs dépenses non essentielles

Inflation, coûts de l’énergie et incertitudes électorales poussent les ménages à réduire les repas au restaurant et les dépenses de loisirs.

vendredi 11 septembre 2026



Les consommateurs français réduisent leurs sorties au restaurant, leurs dépenses de loisirs et d’autres achats non essentiels, alors que l’inflation, les coûts de l’énergie et l’incertitude politique pèsent sur les budgets des ménages à l’approche de l’élection

présidentielle de l’an prochain, selon des chefs d’entreprise, des données d’enquête et des économistes.

À Paris, le restaurateur David Zenouda a déclaré que ce changement se voit à table. Les clients partagent plus souvent les entrées, commandent seulement un plat principal ou renoncent au vin au déjeuner. Il a indiqué qu’un récent couple de clients avait partagé une entrecôte pour économiser de l’argent. « Le pouvoir d’achat est vraiment limité », a-t-il dit, ajoutant que les terrasses de café qui continuent d’attirer une forte fréquentation sont généralement celles qui proposent des pintes de bière à 4 euros.

Ce recul a des conséquences au-delà de la restauration. La consommation des ménages représente environ la moitié du produit intérieur brut de la France et la TVA est la première source de recettes du gouvernement. Quand les consommateurs dépensent moins, cela freine la croissance et complique aussi la tâche de l’État pour élaborer un budget 2027 viable dans un Parlement divisé, où les deux derniers gouvernements sont tombés.

Le ralentissement est également suivi de près par l’industrie des boissons. Si les clients continuent de renoncer au vin au déjeuner ou de descendre en gamme lorsqu’ils mangent à l’extérieur, cela pourrait réduire les volumes, la rotation des tables et les marges dans le canal de l’hôtellerie-restauration pour le vin, la bière et les spiritueux, surtout sur un marché où la consommation sur place reste importante.

Une enquête de septembre menée par la société de crédit à la consommation Cofidis a révélé que 60 % des Français interrogés estiment que l’inflation s’accélère, tandis que 58 % ont déclaré réduire leurs dépenses non essentielles et 54 % dire qu’ils font plus attention aux prix. Plus de la moitié ont indiqué s’attendre à une dégradation de leur pouvoir d’achat au cours de l’année à venir, soit une hausse de 10 points de pourcentage par rapport à la même période un an plus tôt.

Mathieu Escarpit, directeur marketing de Cofidis France, a déclaré que plusieurs facteurs alimentent cette anxiété. Il a évoqué la guerre au Moyen-Orient, une sévère vague de chaleur estivale et des incendies, une élection imminente et le refinancement de la lourde dette publique française. « Le contexte n’est pas très rassurant », a-t-il dit.

Pour les économistes et les dirigeants de la distribution, cet état d'esprit représente un risque à un moment où l'économie française peine à retrouver de l'élan. Dominique Schelcher, le patron de l'enseigne alimentaire Système U, a déclaré la semaine dernière que les ménages étaient en « mode retranchement » à l'approche de l'élection. L'économiste Mathieu Plane, de l'Institut français de recherche économique, a indiqué que la hausse des prix du pétrole et la faiblesse de la croissance des salaires érodent ce qu'il reste du pouvoir d'achat des consommateurs.

Escarpit a indiqué que les consommateurs cherchent à faire des économies dans leur vie quotidienne comme sur des achats discrétionnaires plus importants. Ils reconsidèrent les vacances, annulent les escapades du week-end en voiture, réduisent leurs dépenses de loisirs, sortent moins au restaurant, achètent moins de vêtements et limitent leurs dépenses de carburant.

Certains secteurs signalent déjà une demande plus faible. Les détaillants de vêtements ont déclaré que les soldes d'été avaient été médiocres, avec un chiffre d'affaires en baisse de plus de 5 % sur un an malgré la décision du gouvernement de prolonger d'une semaine la période officielle des soldes, selon la Fédération Nationale de l'Habillement, un groupe du secteur.

Les récentes données économiques montrent pourquoi les dirigeants d'entreprise sont inquiets. La France a de peu échappé à la récession plus tôt cette année. L'économie est restée stable au deuxième trimestre après s'être contractée de 0,2 % au cours des trois mois précédents, selon l'institut national de la statistique INSEE. La France a ainsi fait moins bien que d'autres grandes économies européennes comme l'Allemagne et l'Italie.

Un rebond de 0,3 % de la consommation des ménages a aidé la France à éviter la récession, mais les détails étaient moins encourageants. Les ménages ont soutenu leurs dépenses en puisant en partie dans leur épargne, qui reste toutefois supérieure à son niveau d'avant la pandémie. Après correction de l'inflation, le revenu disponible des ménages, un indicateur clé du pouvoir d'achat, a reculé de 0,5 % au deuxième trimestre. Sur la même période, le taux d'épargne des ménages est tombé à 17,2 %, contre 17,9 %.

Cette combinaison suggère que de nombreuses familles maintiennent leurs dépenses seulement en utilisant des réserves financières plutôt qu'en profitant d'une hausse plus forte des revenus. Les économistes estiment que ce n'est pas une base durable pour la reprise, en particulier si les prix du carburant et de l'énergie restent élevés et si l'incertitude politique s'aggrave.

Le pouvoir d'achat devient désormais un enjeu central de la campagne présidentielle, dont le premier tour est prévu le 18 avril et le second le 2 mai. La question a également été décisive lors des élections législatives de 2024, quand le Rassemblement national d'extrême droite a remporté un nombre record de sièges sur un programme centré sur le coût de la vie et l'immigration.

Schelcher a déclaré que l'incertitude politique elle-même incite certains ménages à moins dépenser. Les consommateurs, a-t-il dit sur France Inter, mettent déjà de l'argent de côté parce qu'ils ne savent pas quelle politique fiscale adoptera le prochain président.

Les principaux candidats proposent des réponses différentes, même si les économistes estiment que la marge de manœuvre de la France est limitée en raison de la pression sur les finances publiques. Marine Le Pen, du Rassemblement national, qui est en tête des sondages, veut réduire la TVA sur l'énergie. Le candidat de gauche radicale Jean-Luc Mélenchon a appelé les entreprises à augmenter les salaires pour éviter une récession tirée par la consommation. Les candidats du centre droit Gabriel Attal et Édouard Philippe sont tous deux favorables à un allègement de la pression fiscale sur la classe moyenne en abaissant les cotisations sociales sur les salaires.

Plane a déclaré que ces propositions se heurtent à une dure réalité budgétaire. « Il n'y a plus vraiment de marge de manœuvre sur le plan du pouvoir d'achat, car l'État n'a pas les moyens de soutenir les ménages », a-t-il dit.

Cela expose les entreprises aux choix que les consommateurs font déjà dans les magasins, aux stations-service et dans les restaurants. Dans un pays où les repas au restaurant et le service du vin en journée font partie de la vie commerciale quotidienne, même de petits changements dans les habitudes de commande peuvent être un premier signe d'une tension plus large sur la demande. Pour l'instant, ces signaux

deviennent de plus en plus difficiles à ignorer dans l’ensemble de l’économie française.